



La quête du bonheur

«Le bonheur est un état d'esprit qui nous imprègne de l'intérieur malgré les conditions adverses ou la souffrance qui nous affectent. Gandhi qui luttait contre l'impérialisme britannique était un homme heureux. Le bonheur dépend énormément du sens qu'on donne à sa vie et je ne connais personne qui étant heureux, ne rende pas les gens heureux autour de lui.»

«Malheureusement, le contraire est bien plus fréquent, des gens amers rendent la vie des autres impossible. Ceux qui portent la haine dans leur cœur ne peuvent être heureux. Il existe un proverbe qu'on attribue à Shakespeare, mais qui n'est pas de lui : «La haine est un poison que l'on prend en s'imaginant que c'est l'autre qui va mourir.»»

«Comme l'affirmait Aristote, pour trouver le bonheur, les gens doivent avoir en main certaines choses. Premièrement, l'amitié parce qu'elle est fondée sur le partage et la gratuité. La seconde condition, c'est que les gens aient un idéal. Personne ne parvient au bonheur sans vivre une certaine forme d'altruisme solidaire. Sinon les gens peuvent avoir du plaisir, mais ils ne seront pas comblés au fond d'eux-mêmes. Ils peuvent se croire heureux parce que leurs comptes bancaires dans les paradis fiscaux ne cessent d'augmenter, mais cela n'apporte pas le bonheur.»

«Troisièmement, toute personne réellement heureuse possède une bonne estime de soi et elle ne

s'attache ni aux fonctions, ni aux apparences. Quand on observe certains politiciens qui paniquent parce qu'ils risquent de perdre leur réélection, je ne crois pas qu'ils aient une bonne estime d'eux-mêmes. Le pouvoir ne change personne, il ne fait que révéler qui nous sommes réellement. Si quelqu'un est arrogant sans avoir de fonctions importantes, il va dissimuler ce défaut jusqu'à ce qu'il ait atteint les marches du pouvoir.»

«Comme disent les Espagnols : «Si tu veux connaître quelqu'un, confie lui une responsabilité.» Cela vaut pour le directeur d'école, le gérant de la pharmacie, le policier, cela est valable pour n'importe qui. Lorsque quelqu'un acquiert une fonction dominante où il l'exerce l'autorité sur des subordonnés, alors son caractère transparait.»

«Le bonheur est quelque chose qui se trouve au-dedans, mais que les gens cherchent à l'extérieur d'eux-mêmes. Pour ceux qui connaissent mon histoire, j'ai été prisonnier politique pendant plusieurs années et j'ai vécu avec les plus pauvres plus longtemps encore, mais je me sens une personne très heureuse. J'attribue cela à différents facteurs : un équilibre de vie, une vie intérieure, mais avoir la foi n'est pas une garantie de bonheur non plus. Quoiqu'elle puisse apporter une certaine sérénité devant certaines revers de la vie, cela aide à ne pas se rendre malade avec des choses qui nous arrivent. Elle donne un sens à l'existence, mais les non-croyants donnent aussi un sens à leur vie. C'est le sens qui est fondamental,

sans sens, les gens ne peuvent atteindre le bonheur.»

«Une autre chose qui m'a énormément aidé pendant mes années de prison, ce fut la méditation. Si je le pouvais, j'instaurerais l'enseignement de la méditation dans toutes les écoles. Celle-ci n'a rien à voir avec la religion. La meilleure école de méditation qui existe dans le monde, est une communauté athée qui est le Bouddhisme. Ce dernier n'est pas une religion, mais une philosophie de vie. La méditation nous aide à prendre du recul devant ce qui nous affecte ou nous trouble. Elle nous incite à faire taire les voix négatives à l'intérieure de nous : la voix de la haine, de l'envie, de la compétitivité, de l'amertume, de la rivalité, etc. Nous sommes tous et toutes à la recherche du bonheur qui est la nostalgie de notre origine et de notre destinée. C'est un appétit infini qui ne pourra jamais être véritablement comblé ici sur Terre, mais seulement dans l'expérience de la plénitude de l'amour éternel. » Frei Betto, juin 2016, Sempre um papo

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Entre la raison et l'émotion	3
Lettre à Justin Trudeau	4
Quelle mondialisation ?	5
Paulo Evaristo Arns	6-7
Le cardinal de l'espoir	8-9
Monsieur FRAPRU	10-11
Calendrier	12

Joyeux anniversaire !!!

Denis Fortin, 13 janvier

Patrick Tremblay, 13 janvier



N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!

SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

LES THÉORIES DE LA VALEUR (suite)

Les physiocrates ne croyaient pas seulement que la terre fût la seule source de valeur. Ils prônaient aussi de limiter l'intervention de l'État et la réduction des impôts. Ils préparaient ainsi l'avènement du libéralisme économique et le triomphe du capitalisme.

2- La théorie de la valeur du capital.

Même si l'on y admet la source de la valeur qu'est la terre, il apparaît qu'à toutes fins pratiques c'est surtout l'investissement en capital qui produit la richesse. La mise en culture, l'extraction, le transport, la transformation sont plutôt des coûts pour le capital. Celui-ci, dans l'entreprise, se présente sous trois formes : capital fixe, capital constant et capital variable.

Le capital fixe est indispensable à la production. Ce sont des moyens de production fixes, essentiels, disponibles en tout temps. C'est l'immeuble, l'usine, l'hôtel, avec tous les équipements nécessaires : machines-outils et autres outils, ustensiles, ameublements, etc.

Le capital constant, c'est ce qu'on doit avoir constamment sous la main, qui doit être renouvelé constamment pour être transformé ou pour aider à transformer. Il s'agit des matières premières, des aliments, de l'énergie, de l'eau.

Le troisième type de capital est dit variable. C'est le travail. C'est celui sur lequel on peut jouer pour accroître la marge de profit en augmentant la productivité, en diminuant ou allongeant le temps de travail, en réduisant les salaires, en délocalisant, etc. En effet, l'investissement en capital fixe ou constant est inévitable et difficilement compressible. Seule l'exploitation du capital variable, c'est-à-dire des travailleuses et des travailleurs, peut permettre d'augmenter le profit.

Le profit est la preuve de la santé d'une entreprise. Cela a même été compris en Union soviétique. Cependant, il peut être assez gênant de montrer une trop grande marge de profit. L'entrepreneur fait donc le décompte de nombreux autres coûts qui s'ajoutent à ceux évoqués plus haut. Ce sont la rente foncière, les taxes, les impôts, le paiement des bénéfices marginaux, le remboursement de prêts, les dividendes à la maison-mère, l'investissement en recherche-développement, etc. Ces charges peuvent être tellement nombreuses qu'il peut sembler pour certains que l'entreprise soit une œuvre de charité; mais l'avis des socialistes à ce sujet est assez différent.

Il serait bon de faire un historique du développement du capitalisme, pour s'assurer qu'il reflète bien une mentalité assez haïssable sur le plan moral. Aristote parlait de chrématistique en désignant la soif de profit ou la cupidité. Mais c'est plutôt la nécessité pour les classes supérieures de maintenir leur train de vie et leur pouvoir qui les motivaient. Dans les villes, elles étaient relativement contenues par le politique et le religieux, mais pas dans les campagnes. Le mouvement des *enclosures* qui déposaient les paysans de leurs champs communs permit le triomphe du capitalisme en même temps que se développait le commerce triangulaire entre l'Afrique (les esclaves) l'Amérique (or, argent, café, canne à sucre) et l'Europe (pacotille vers l'Afrique). L'accumulation à l'échelle mondiale du capitalisme s'est effectuée sur le dos des paysans européens, africains et amérindiens. À suivre...

Le Sénat : entre la raison, l'émotion et la bêtise par Pierre Prud'homme

Ainsi donc, le Sénat, par son comité des transports et des communications, juge les citoyens trop émotifs lorsqu'il s'agit de parler de pipelines (Le Devoir, 8 décembre 2016)!

Peut-on compter sur plus belle démonstration de ce que Mme Isabelle Daunais décrit dans la revue *Argument* d'hiver 2016 sous le titre *La suspension volontaire de l'intelligence* et dont le même journal rapportait des extraits deux jours plus tôt: « La bêtise ne saurait mieux se définir que par ce détournement consenti du regard et de la pensée. Car la bêtise n'est pas comme on le croit trop souvent, une absence d'intelligence, mais une suspension de l'intelligence, et même, très précisément, une suspension volontaire de l'intelligence ».

Sur quelle planète vit donc le sénateur Boisvenu lorsqu'il prétend que les gens qui s'opposent à *Énergie Est* et à l'exploitation du pétrole le font « dans une optique sociale...où ça devient un débat où la notion de science va disparaître »?

Au sujet de l'accélération du réchauffement du climat, M. Boisvenu a-t-il entendu les messages de plus en plus pressants d'organismes tels que le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat), du Conseil mondial de l'énergie, de l'Agence internationale de l'énergie, de la NASA, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et autres organisations non gouvernementales de protection de l'environnement?

A-t-il eu écho du rapport de *Risky Business* de juin 2014 où de grands noms du monde des affaires américain appelaient à prendre acte de la réalité de « l'apocalypse climatique » et d'en tenir compte dans les plans d'affaires et les modèles d'évaluation de risque et du rendement?

Au lendemain de l'élection américaine, les paroles du Collectif Business for Social Responsibility (BSR) formé de 250 poids lourds de l'économie, se sont-elles rendues à son oreille, lorsqu'elles affirmaient « que la construction d'une économie durable sur le plan environnemental est inévitable et irréversi-

ble, et que tout gouvernement américain convaincu du contraire hypothèque son économie et l'avenir de sa population »?

Il est reconnu que les cibles de l'Accord de Paris sont insuffisantes et dépassées par la rapidité des changements mesurés et les limites de la modélisation. Sur le plan économique, l'énergie fossile est devenue synonyme de réduction du PIB potentiel pour les pays qui s'y adonnent.

Toutes les paroles et les actions de ces organisations sont basées de façon systématique sur les données de la science. Selon les critères des membres du Sénat, ils seraient tous des émotifs lorsqu'ils abordent ce débat?

Nous n'avons plus le droit de laisser libre cours à la bêtise que constituent le détournement de regard face aux données de la science et la suspension de notre intelligence et de notre responsabilité devant celles-ci.

Tout simplement parce que celle bêtise engendre des conséquences immorales et criminelles pour les générations futures.



Lettre à Justin Trudeau par Pierre Prud'homme

Laval, le 30 novembre 2016

M. Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada

Bonjour,

Comme citoyen canadien, je vous écris pour vous faire connaître mon total désaccord avec la décision de votre gouvernement d'approuver la construction du pipeline Trans Mountain, de la compagnie Kinder Morgan et le remplacement de la Ligne 3 d'Enbridge.

M. Trudeau, vous prétendez avoir pris les bonnes « *décisions dans l'intérêt du pays* ». Permettez-moi de m'inscrire en faux avec votre point de vue. Et voilà pourquoi.

Je ne m'attarderai pas sur le nombre de fuites qui ont été documentées des deux côtés de la frontière et qui constituent une menace pour les cours d'eau, les sols et les nappes phréatiques, et dont vous avez sûrement été informés. Qu'il me suffise de rappeler celle de juillet 2015, à 36 kms de Fort McMurray, au centre du territoire d'activités de l'industrie pétrolière, et qui avait laissé s'échapper 5 millions de litres au cœur de la forêt boréale.

Pour mémoire, je vous rappellerai que l'accident n'a pas été signalé par les outils automatiques prévus sur cet oléoduc tout neuf mis en service au début de 2014, mais qu'il a été constaté *de visu* par un employé passant dans les parages. Le fait de risquer l'approvisionnement en eau potable de millions de citoyens et citoyennes ne relève pas d'une décision « *dans l'intérêt du pays* ».

Je ne me pencherai pas non plus sur le mépris des droits des autochtones que représente cette décision à l'encontre de la volonté de leurs communautés. J'y vois des relents de colonialisme qui vont à l'encontre de l'ouverture que vous aviez manifestée pour transformer nos relations avec ces communautés, allant ainsi à l'encontre « *de l'intérêt du pays* ».

Si je ne traite pas de ces deux aspects dans cette lettre, ce n'est pas que je les trouve secondaires, au contraire. Mais des groupes environnementaux, des spécialistes et des communautés autochtones ont su mieux que moi vous faire part des enjeux qui les préoccupent et qui m'inquiètent.

Je veux surtout vous inviter à prendre en considération nos responsabilités quant aux gaz à effet de serre et à leurs conséquences sur le réchauffement climatique. Ceux-ci n'ont que faire des frontières. *L'intérêt du pays* ne sera bien servi que si *l'intérêt de la planète* l'est.

Vous avez pris des engagements à la Conférence de Paris (COP 21) visant à maintenir l'augmentation de la température du climat bien en-deçà de 2* C par rapport à l'ère industrielle. Nous étions fiers de vous entendre proclamer : « Le Canada est de retour! » Or qu'en est-il?

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) imputables à la production pétrolière qui circulera dans le pipeline Trans Mountain et la nouvelle ligne 3 devraient totaliser entre 24 et 28 millions de tonnes de GES, selon les évaluations fédérales. Ces émissions seront donc amplement suffisantes pour effacer les bénéfices, à l'horizon 2030, de la tarification nationale sur le carbone et du programme de fermeture accéléré des centrales au charbon. Ces deux dernières politiques ne seraient-elles que de la poudre aux yeux pour se donner bonne conscience?

Le 15 septembre dernier, au *Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM)*, le Secrétaire général du *Conseil mondial de l'énergie*, M. Christoph Frei, nous rappelait qu'au cours des 30 dernières années, la planète a décarbonisé son économie de 1% par année. Pour atteindre les objectifs de la Conférence de Paris et aller bien en-deçà du 2*C d'augmentation du climat, il faudrait décarboniser de 6% par année. Le défi est énorme. Il en appelait à l'urgence et à la nécessité de changer de trajectoire. Votre décision démontre que non seulement nous sommes sourds à son appel mais que nous continuons à participer à la croissance soutenue des émissions mondiales, tel que constaté par le Groupe international d'experts sur le climat (GIEC).

Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), nous nous dirigeons vers des augmentations de température de 2,9*C à 3,4*C, ce qui serait synonyme d'impacts dévastateurs en termes de réfugiés climatiques, frappés par la faim, la pauvreté, la maladie et les conflits. Votre décision participe à cette évolution et, à l'évidence, elle va à l'encontre « *des intérêts et des responsabilités de notre pays* ».

Soyez assuré de mon appui quand vous affirmez la nécessité de défendre et de soutenir parallèlement l'économie et l'écologie. En tant que membre des travailleuses et travailleurs chrétiens (MTC), la création d'emploi m'est de toute première importance. Mais lorsque vous prétendez le faire, à l'encontre des défis de notre époque, en investissant dans les énergies fossiles, il y a là, au mieux, un déficit de cohérence, au pire un leurre de la population et de la communauté internationale. La santé de notre économie ne doit pas se faire sur le dos de celle des générations futures en sabotant l'environnement.

Les décisions d'aujourd'hui ont un impact majeur sur la sécurité de l'avenir de nos enfants et petits-enfants et de ceux de la planète. Je pense qu'ils méritent beaucoup plus de considération et de respect.

Brexit, Trump, Trudeau et la mondialisation

par Ronald Albert, Boucherville

On entend beaucoup ces jours-ci que c'est la mondialisation qui est à la source de la révolte des peuples contre les élites. C'est faux! C'est plutôt la *SORTE* de mondialisation qu'on a faite qui est en cause ici, celle au service des riches et des multinationales. On a voulu faire circuler le capital et favoriser la liberté de commerce en oubliant de respecter les conditions minimales que la dignité humaine exigeait. On a toléré que les multinationales fassent travailler les gens dans des conditions inhumaines qu'on trouverait inacceptables dans nos démocraties. On a joué les travailleurs des pays développés contre ceux des pays où la pauvreté excessive est historiquement due, en bonne partie, aux connivences de nos gouvernements et de nos entreprises avec les puissants de ces contrées. Nouvelle forme de colonialisme à peine moins brutale que la première. Tout attentives à la maximisation de leurs profits et sans tenir compte des employés qui leur ont permis de grandir et de prospérer, les multinationales ont laissé tomber ces derniers comme de vulgaires marchandises dont on pouvait se passer. Multipliant ainsi les drames humains et les rancœurs sur lesquels surfent maintenant les populistes qui ressemblent terriblement aux anciennes élites. Que les plus mal pris des Américains n'aient pas vu que Trump est au cœur de ce système et qu'il fait partie de cette élite qu'il prétend dénoncer dit bien l'ampleur du désarroi qui les a mis sur cette mauvaise et dangereuse piste.

Et non seulement a-t-on permis aux élites financières de gonfler leurs profits en délocalisant leurs activités, mais on leur a créé d'artificiels paradis fiscaux pour qu'ils n'aient pas à payer leur juste part d'impôt, point central de la distribution des richesses. Statistiques Canada nous apprenait dernièrement, qu'en 2015 seulement, les Canadiens ont envoyé 272\$ milliards dans les paradis fiscaux de la planète ! Voilà ce qui alimente aussi le découragement des classes moyennes ou appauvries. Ce système d'évitement fiscal légalisé est pourtant une autre des raisons qui explique que les gens se jettent dans les bras du premier démagogue venu. L'erreur de nos élites n'est pas d'avoir favorisé la mondialisation. C'est de l'avoir faite dans le seul intérêt des riches et des puissants qui ont la bonne habitude d'inviter les politiciens dans leurs salons. La proximité excessive des milieux

politiques et du monde des affaires est un problème de nos sociétés mondialisées. Nos élus travaillent souvent, non pas pour le bien commun, mais pour le bien-être des grandes sociétés dont ils fréquentent assidument les dirigeants.

Et les cadeaux aux puissants ne sont pas prêts de disparaître. Personne n'a beaucoup parlé de ce que notre généreux premier ministre canadien a fait dernièrement. Il a refusé de discuter en chambre d'une réglementation canadienne qui veut prétendument éviter que les grandes corporations paient une double imposition alors que les vraies motifs de ces lois sont de leur permettre de déplacer leurs profits dans des paradis fiscaux où elles n'ont d'autre activité que de se mettre à l'abri de l'impôt. Personne n'a dénoncé cette absurdité chez M. Trudeau, cet amant de la classe moyenne qui ne profite pourtant jamais de ces règlements. Ce n'est pas pour rien que le fameux 1% détient une si grande part de la richesse de la planète. Ce ne sont pas les lois du marché qui ont joué. Ce sont celles que nos gouvernements ont faites sous prétexte de liberté de commerce alors que leurs principales conséquences ont été l'évitement fiscal légal et conséquemment l'appauvrissement du plus grand nombre. Elles expliquent aussi en partie le recul des services que l'État devrait normalement fournir à ses citoyens quand il conserve les moyens financiers de ses ambitions légitimes. Pour pouvoir être généreux M. Trudeau plonge le Canada dans des déficits répétés qui seraient certainement moindre s'il corrigeait une des causes de ce déséquilibre. Et pour avoir le courage de ses convictions il n'aurait même pas à augmenter le fardeau fiscal de la classe moyenne. Que le premier ministre canadien ait laissé passer cette occasion est fort révélateur. Ça nous dit bien que ses bonnes intentions ne sont pas assez fortes pour l'obliger à faire les gestes courageux qui les rendraient efficaces. Malgré le filet social canadien qui adoucit la descente sur laquelle on est engagés il n'est pas impossible que nous ayons, un jour, notre Brexit ou notre Trump!

Le cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque émérite de São Paulo et protecteur des pauvres, n'est plus.

Source : Wikipédia, 19 décembre 2016

Nommé évêque de Sao Paulo le 2 mai 1966, Paulo Evaristo Arns est consacré le 3 juillet suivant par le cardinal Agnelo Rossi. Le 22 octobre 1970, il devient archevêque de ce diocèse.

Il est créé cardinal par le pape Paul VI lors du consistoire du 5 mars 1973. Il devient ainsi le dix-septième évêque de Sao Paulo, le cinquième archevêque et le troisième cardinal. Il participe aux deux conclaves de 1978 qui voient successivement les élections de Jean-Paul I en août et de Jean-Paul II en octobre.

C'est un évêque progressiste et partisan de la Théologie de la libération. Il encourage le développement des communautés ecclésiales de base, ce qui ne lui facilite pas les relations avec le Vatican, surtout à partir de l'élection du pape Jean-Paul II. Il a 11 évêques et un millier de prêtres pour le seconder, car son diocèse rayonne sur 15 millions d'habitants. Il peut également s'appuyer sur des dizaines de milliers de militants laïcs engagés dans l'Action catholique ouvrière, la JOC, ou dans les communautés ecclésiales de base. Il démissionne de ses fonctions d'archevêque le 15 avril 1998 pour raison d'âge, il a alors 76 ans, après 27 ans passés à la tête de son diocèse.

Il perd sa qualité d'électeur du pape le jour de ses 80 ans, le 14 septembre 2001, mais il participe aux congrégations générales préparatoires aux conclaves de 2005 (élection de Benoît XVI) et de 2013 (élection de François).

En octobre 2014, Paulo Evaristo Arns est également présent à la messe de béatification de Paul VI. Il est à partir du 23 juillet 2015, date du décès de William Wakefield Baum, le dernier cardinal vivant créé par ce pape portant encore ce titre (avec Joseph Ratzinger qui l'a perdu quand il a été élu pape sous le nom de Benoît XVI). À la mort de son compatriote Eugênio de Araujo Sales le 10 juillet 2012, Paulo Evaristo Arns devient le prélat le plus ancien du collège cardinalice. Il meurt lui-même le 14 décembre 2016, après 43 ans et 284 jours de cardinalat, ce qui en fait l'un des plus longs de l'histoire.



Paulo Evaristo Arns, né à Forquilha au Brésil le 14 septembre 1921 et décédé le 14 décembre 2016, est un cardinal brésilien, franciscain et archevêque émérite de Sao Paulo.

Dom Paulo Evaristo Arns, le dernier Quichote du Pacte des Catacombes

El Pais, Opinion, Juan Arias, 15 décembre 2016

La mort de l'archevêque émérite de Sao Paulo, Dom Paulo Evaristo Arns, emporte le dernier Quichote du «Pacte des Catacombes», sellé par 41 évêques présents au Concile Vatican II, qui firent la promesse de «vivre comme des gens ordinaires», sans pompe ni richesse.

En 1959, quand le pape Jean XXIII convoqua par surprise le Concile Vatican II, plus de trois mille évêques du monde entier allèrent à Rome pour discuter de l'avenir de l'Église qui, à cette époque, vivait replier sur elle-même. Il ne manqua que les évêques emprisonnés par des régimes communistes en Europe de l'Est.

Parmi cette véritable armée d'évêques on retrouvait de tout, des plus conservateurs, parmi ceux-ci les Espagnols qui nourrissaient l'espoir qu'après le Concile les choses reprendraient leur cours normal, aux plus progressistes qui, comme Jean XXIII, vinrent au Concile avec l'espoir d'une rénovation, comme par exemple, les Brésiliens, qui se distinguaient par leur appui à la dénommée «Église des pauvres».

Parmi les Brésiliens, on remarquait Dom Paulo Evaristo Arns qui avait 40 ans à l'époque. J'ai eu la chance d'assister aux sessions du Concile comme envoyé spécial du journal Pueblo de Madrid, en pleine dictature franquiste. Je me souviens du jeune évêque brésilien, toujours proches du groupe des évêques les plus ouverts et enthousiasmes envers ce printemps de l'Église, spécialement ceux des pays du nord de l'Europe.

L'évêque brésilien faisait parti des 41 pères du Concile qui se réunirent dans le silence des catacombes de Domitila pour jurer de demeurer fidèles aux idées rénovatrices du Concile. C'est ce qu'on appela le «Pacte des catacombes». Le document consistait en 13 promesses, parmi elles celle de vivre dans leur diocèse comme des gens ordinaires, sans palais ou vêtements somptueux, sans biens personnels, partageant les mêmes conditions de vie que la classe ouvrière.

C'est là que furent lancées les premières graines de la future Théologie de la libération, de la lutte pour les droits humains et de la défense des oubliés et des persécutés de la société, qui aurait sa plus grande force en Amérique latine. Dom Paulo démontra jusqu'à sa mort sa fidélité à ce pacte des catacombes de Rome où se cachèrent les premiers chrétiens persécutés, dont Pierre et Paul.

Tout comme les autres évêques brésiliens présents — Dom Helder Camara et Dom Antonio Fragoso -, Dom Paulo vendit son palais épiscopal pour acheter des terrains dans les quartiers pauvres des périphéries des villes, où il éleva des communautés, il affronta la dictature militaire et consacra une bonne partie de sa vie à s'occuper des prisonniers politiques et à défendre les droits humains. Son travail pastoral se développa principalement dans les favelas pauvres de Sao Paulo.

Religieux franciscain, cultivé et d'une profonde spiritualité, spécialiste de l'histoire des premiers siècles du christianisme, Dom Paulo finit par être persécuté par les deux pouvoirs : celui de sa propre Église lorsque le pape Jean-Paul II démembra le diocèse de Sao Paulo et le réprimanda en disant : «La Curie, c'est moi», et du pouvoir des militaires putschistes. Il est mort convaincu que l'accident de voiture qu'il avait eu, il y a bien des années, à Rio de Janeiro, était une tentative d'assassinat.

Il fut fidèle jusqu'à la fin aux paroles prophétiques de Jean XXIII, qui en annonçant la tenue du Concile affirma que : «La voix du temps présent est la voix de Dieu» et il critiqua ceux qu'il qualifiait de «prophètes de malheur». Dom Paul est toujours demeuré fidèle à la voix de son temps et il milita dans les rangs de ceux qui préfèrent miser sur l'espoir que sur le pessimisme.

Traduit du portugais par Yves Carrier

Décès de Dom Evaristo Arns, « le cardinal de l'espoir »

Camila Morales, El Pais, Sao Paulo, 15 décembre 2016

Dom Paulo Evaristo Arns est décédé à l'âge de 95 ans, mercredi le 14 décembre, victime d'une bronchopneumonie. Connue pour la constance d'une vie entière consacrée à la défense des droits humains, le cardinal fut l'une des personnes les plus influentes de l'Église catholique et de la société brésilienne.

Malgré le fait qu'il ait passé ses dernières années reclus dans un couvent, sa mort affecte différents groupes de la société brésilienne en raison de son rôle décisif dans l'histoire de la démocratie brésilienne. Dom Paulo, avec 71 ans de prêtrise, est une figure qui rassemble des personnes bien au-delà des croyances religieuses. Il fut l'un des opposants les plus renommés à la dictature militaire (1964-1985) et en faveur de l'élection présidentielle au suffrage universel. En raison de cela — et pour son action infatigable pour la défense des pauvres — il fut connu comme le « cardinal de l'espoir ».

Dans un hommage récent à sa trajectoire politique, lors de son 95 anniversaire, il fut décrit par Dom Angélico Sândalo Bernardino comme « le visage de la périphérie de Sao Paulo ». « En ce temps là, avec son cœur ouvert, il annonçait l'urgence que nous avons de résister au mensonge et à l'imposture de la dictature civile-militaire. Et c'est à cette résistance qu'il nous invite dans le Brésil actuel », dit l'évêque du diocèse de Blumenau.

En commémoration de la mort du journaliste Vladimir Herzog, assassiné par les militaires en 1975, une célébration a eu lieu le 24 octobre dernier au Théâtre de l'Université pontificale de Sao Paulo (TUCA). La cérémonie a réuni des religieux, des leaders syndicaux, des militants, des intellectuels et des journalistes. Elle fut marquée par des récits des actes de Arns contre la torture pratiquée par les militaires au cours des années 1960 et 1970 et aussi par des cris demandant la démission du président Temer.

Joao Pedro Stédile, coordonnateur national du Mouvement des Sans Terre, affirma que sans lui les mouvements sociaux n'auraient pas eu de guide. « La majorité des mouvements qui existent aujourd'hui, MST, MAB (Mouvement des personnes atteintes par les barrages), le Mouvement des petits agriculteurs, la Commission pastorale de la terre (CPT), Cimi (Conseil indigène missionnaire), naquirent orientés par votre sagesse qui enseignait : « En des temps de dictature, Dieu ne vient en aide qu'à ceux qui s'organisent. » Alors, nous nous sommes organisés. « Nous tenons à vous remercier pour tout ce que vous avez fait au cours de votre vie et surtout pour en finir avec la dictature militaire au Brésil », dit Stédile.

Au Brésil, Dom Paulo Evaristo Arns fut évêque et archevêque de Sao Paulo au cours des années 1960' et 1970'. Quand il assumait l'archidiocèse de Sao Paulo, la seconde communauté catholique du monde, l'une de ses premières mesures fut de vendre le Palais épiscopal, résidence officielle de l'archevêque pour financer l'achat de terrain pour construire des maisons pour les populations déshéritées qui habitaient à la périphérie du grand Sao Paulo. En 1972, il créa la Commission brésilienne Justice et Paix qui articula les dénonciations contre les abus du régime militaire.

En 1979, il fut même fiché par la police politique brésilienne, le Département de l'ordre politique et social (Dops). En 1985, le cardinal créa la Pastoral de l'enfance avec l'appui de sa sœur Zilda Arns qui mourut en Haïti où elle réalisait des travaux humanitaires, victime du fort tremblement de terre qui détruit une partie du pays en 2010. Arns fut également le fondateur, aux côtés du pasteur presbytérien Jaime Wright, du projet « Brésil, jamais plus! », qui réunit des documents officiels sur l'emploi de la torture au Brésil.

Dom Paulo. Quoi dire de lui ? Un héros ? Un exemple à suivre ? Possesseur de valeurs que nous désirons pour toute la société ? Pour moi, il était davantage que cela. Je résume en me rappelant le 31 octobre 1975 (jour des funérailles de mon père). En terminant l'acte œcuménique, avec mes 9 ans, j'essayais de comprendre ce qui arrivait. En tant que fils aîné, je me souciais de ma mère qui était dévastée. Alors dom Paulo est arrivé et il l'a prise dans ses bras en disant : «Pleure, sors toute la peine que tu as.» Il lui offrit l'épaule dont elle avait besoin. Il était pour ma famille quelqu'un au-delà de ce qu'il est pour tous.

Ivo Herzog

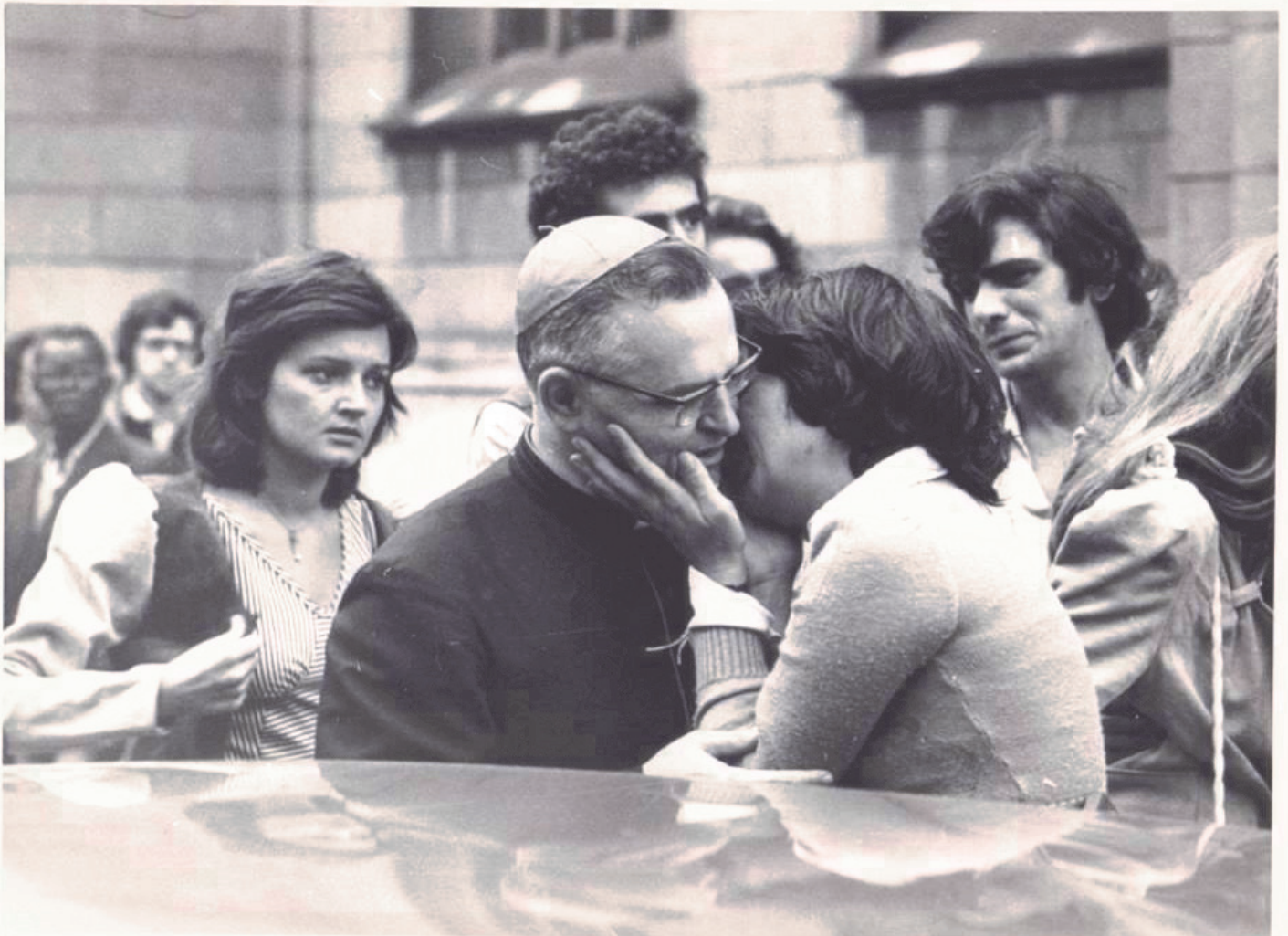
Institut Vladimir Herzog, Sao Paulo, Brésil

«Le Brésil a perdu un grand citoyen, l'Église un leader, les pauvres un défenseur, et moi, un ami. Pendant la dure époque de l'autoritarisme, lorsqu'il était difficile d'avoir du courage, dom Paulo ne s'est pas

tu. Aujourd'hui encore, je me souviens de sa voix et des ses paroles aux funérailles du journaliste Vladimir Herzog, assassiné par la répression politique, quand dom Paulo osait défier les puissants. Et c'est ainsi qu'il a toujours été. Dans la pastoral qu'il adressait aux travailleurs —et plus d'une fois j'ai participé à ces débats, on voyait un pasteur qui portait dans son âme les préceptes de Jean XXIII, de l'option préférentielle pour les pauvres. À la Commission Justice et Paix, il mettait en pratique les principes de la défense des droits humains en les incarnant dans la lutte. Le Brésil pleure aujourd'hui la mort d'un grand homme. Que son exemple de frugalité et de décence serve d'inspiration au moment de reconstruction morale par laquelle nous devons passer.»

Fernando Enrique Cardoso, ex-président du Brésil et intellectuel en exil à Paris pendant la dictature militaire.

Traduit du portugais par Yves Carrier



«Monsieur FRAPRU» passe le flambeau : *François Saillant, le visage le plus connu de la lutte pour les droits des locataires, prend sa retraite. Alexandre Shield, Le Devoir, 17 décembre 2016*

Coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain depuis près de 40 ans, François Saillant prend sa retraite dans quelques jours. *Le Devoir* l'a rencontré, en plus de discuter avec des gens qui ont milité avec lui au fil des ans pour le droit au logement, un droit qui n'est toujours pas pleinement reconnu par les gouvernements.

Il le reconnaît lui-même. Plusieurs personnes l'interpellent en l'appelant tout simplement « *Monsieur FRAPRU* ». Une situation qui n'a rien de bien étonnant, tant son nom est associé au Front d'action populaire en réaménagement urbain. Il faut dire que François Saillant, qui passe aujourd'hui le flambeau, en a été le coordonnateur pendant 38 ans.

Il est arrivé au sein de l'organisme de défense des droits des locataires à peine cinq mois après sa création. À l'époque, soit à la fin des années 1970, la seule région de Montréal venait de perdre des milliers de logements en quelques années, au profit de projets qui se sont construits au détriment de quartiers « *populaires* », dont la tour de Radio-Canada ou encore l'autoroute Ville-Marie.

Au lieu de choisir l'emploi dans la fonction publique qu'on lui proposait, M. Saillant, diplômé en journalisme de l'Université Laval, décide alors de se joindre au FRAPRU naissant, pour défendre le droit au logement. « *Si j'avais choisi le travail de fonctionnaire, je serais pas mal plus riche aujourd'hui* », laisse-t-il tomber, avant de souligner qu'il ne regrette pas son choix.

Au confort d'une « *job de 9 à 5* », il préfère l'engagement social, malgré la précarité que cela entraînait. « *Tout est toujours une lutte, mais on voit des résultats concrets lorsqu'on se bat dans le*

domaine du logement », explique-t-il. Le FRAPRU choisit d'ailleurs, dès 1981, de faire de la construction de logements sociaux sa revendication principale.

Avec le recul, François Saillant estime toutefois que le bilan n'est pas à la hauteur de ses attentes. « *C'est malheureusement un bilan mitigé. Il y a des milliers de logements qui ont été construits, et c'est autant de victoires. Mais nous avons aussi subi un coup extrêmement dur avec le retrait du gouvernement fédéral du financement de nouveaux logements sociaux en 1994.* »

Défaite collective

Concrètement, ce retrait du financement d'Ottawa il y a un peu plus de 20 ans aurait privé le Québec de plus de 69 000 logements sociaux, selon les calculs de l'organisme, qui compte 160 groupes membres. Tout cela dans une province où « *269 000 ménages en auraient besoin* », dénonce, inlassablement, le coordonnateur sortant du FRAPRU.

« *C'est une défaite collective, c'est une défaite de notre société*, insiste-t-il. *Nos gouvernements se sont désengagés de leur rôle social, notamment pour favoriser certains, dont des entreprises. Ils ont percé des trous dans le filet social au lieu de l'améliorer. Des groupes ont eu beau proposer des mesures fiscales qui permettraient d'ajouter des milliards de dollars dans les coffres de l'État, jamais ces idées n'ont été considérées. Et les gouvernements ne reconnaissent toujours pas le droit au logement, alors que même l'ONU estime qu'il s'agit d'un droit essentiel.* » François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain

«Monsieur FRAPRU» passe le flambeau : François Saillant, le visage le plus connu de la lutte pour les droits des locataires, prend sa retraite. Alexandre Shield, *Le Devoir*, 17 décembre 2016

Il rappelle que le Canada a pourtant adhéré au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, entré en vigueur en 1976. L'inaction d'Ottawa lui a même valu des critiques d'experts des Nations unies en février dernier, notamment en raison des impacts néfastes des « mesures d'austérité » sur les personnes les plus vulnérables. Habitué aux promesses rompues des gouvernements au fil des décennies, François Saillant attend tout de même de voir quelle sera la teneur de la stratégie nationale sur le logement promise par le gouvernement de Justin Trudeau pour 2017. « Nous jugerons l'arbre à ses fruits, illustre-t-il, posément. Mais il faut que le fédéral refinance le logement. »

Convictions intactes

Les personnes contactées par *Le Devoir* le soulignent d'ailleurs toutes : les convictions de M. Saillant sont demeurées intactes au fil des ans, malgré les reculs. « Oui, il a des convictions inébranlables. Il a toujours été cohérent et persistant, ce que j'admire », estime la députée de Québec solidaire Françoise David, qui a collaboré avec lui depuis plus de 20 ans. Elle se souvient d'ailleurs d'un épisode d'affrontement avec Québec lors du sommet sur l'économie et l'emploi organisé en 1996 par le gouvernement de Lucien Bouchard, alors qu'elle était présidente de la Fédération des femmes du Québec. « Nous étions là tous les deux. On avait demandé au gouvernement Bouchard d'adopter, dans le cadre du sommet, une clause "d'appauvrissement zéro". L'idée, c'était qu'il ne fallait pas appauvrir davantage les gens les plus pauvres. Il n'était pas prêt à adopter une telle clause, alors nous avons quitté le sommet. »

Coordonnateur au Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, Pierre Gaudreau évoque lui aussi l'« opiniâtreté » de François Saillant. « Le

FRAPRU continue de demander un investissement dans le logement social. Il a toujours maintenu le cap, peu importe "l'impopularité" de la demande. Il a toujours défendu l'idée que le logement ne doit pas être un bien privé. C'est un droit. »

Humilité

Un « dévouement pour la cause » qui lui a valu d'être arrêté à quelques reprises, se souvient Robert Pilon, ancien collègue au FRAPRU aujourd'hui coordonnateur de la Fédération des locataires de HLM du Québec. « C'est un excellent compagnon de cellule, qui voit toujours le côté positif des choses et qui peut conserver sa bonne humeur », lance-t-il à la blague.

Tous trois insistent par ailleurs sur l'humilité de l'homme, sa timidité. Lui qui est paradoxalement le visage le plus connu de la lutte pour le droit au logement, l'intervenant que les journalistes contactent chaque année autour du 1er juillet, lorsque les médias s'intéressent à la question du logement. « C'est un homme très humble, d'une grande simplicité, et qui ne se met jamais en vedette », souligne M. Pilon.

Un « militant » qui ne cessera pas de prendre la parole, malgré la retraite professionnelle, selon Françoise David. Il le reconnaît d'ailleurs lui-même, tout en avouant une certaine « lassitude ». « Je veux encore m'impliquer. Je n'abandonne pas le militantisme, la politique ou l'engagement social. Mais comme porte-parole d'organisme, j'ai dit ce que j'avais à dire. Et je sais que le FRAPRU va continuer de faire parler de lui. »

Encore faudra-t-il que les médias continuent de s'intéresser à la question du logement, ce qui est selon lui loin d'être acquis. « Si on parle de gentrification ces temps-ci, c'est à cause des actions qui ont été posées dans Hochelaga. Il faut peut-être se questionner sur le rôle des médias. » F.S.

BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2017

« Les héros d'aujourd'hui et de demain ne sont pas les plus compétitifs, ni ceux qui parviendront, malgré tout, à survivre à la place des autres et à conquérir davantage de pouvoir financier, commercial, technologique, militaire, mais ceux qui font avancer le bien commun, les droits de tous et chacun à la vie, à la citoyenneté. »

- Ricardo Petrella

